

Marie MESNIL

Maîtresse de conférences en droit privé

Chercheure à l'Institut Ouest : Droit et Europe, UMR CNRS 6262



Informations administratives :

née le 20 janvier 1989 (29 ans)

74 rue de Romainville 75019 Paris

06 30 60 81 33

marie.mesnil@gmail.com

Langues :

Français : langue maternelle.

Anglais : IELTS (2011) : 7/9 ; TOEIC Listening & Reading (2012) : 990/990.

FORMATION

Fév. 2016 : Qualification aux fonctions de maître de conférences par la section 01 du CNU.

Déc. 2015 : Doctorat en droit privé, mention très honorable et félicitations du jury à l'unanimité et autorisation de publication en l'état.

Thèse intitulée : « Repenser le droit de la reproduction au prisme du projet parental », soutenue le 11 décembre 2015 et réalisée sous la direction du Pr. Anne Laude de l'Université Paris Descartes et du Pr. Olivier Guillod de l'Université de Neuchâtel (thèse en cotutelle).

Prix de thèse de la faculté de droit de l'Université Paris Descartes pour l'année 2015-2016.

Financement de thèse de l'École des Hautes Études en Santé Publique (EHESP).

Juin 2011 : Master en droit économique européen de Sciences Po Paris & de l'Institut des Hautes Études Européennes, Université de Strasbourg.

Juin 2009 : Double diplôme entre l'Université Pierre et Marie Curie & Sciences Po Paris.

- *Licence de Sciences de la Vie.*
- *Diplôme du Collège Universitaire.*

2008-2009 : Échange Erasmus à l'Imperial College London.

Juin 2006 : Baccalauréat scientifique, mention Très bien.

ACTIVITES D'ENSEIGNEMENTS

Depuis sept. 2017 : Maîtresse de conférences à la Faculté de droit de l'Université de Rennes 1.

Matières enseignées : Introduction aux institutions judiciaires (L1), Droit de la protection sociale (M1), Droit de l'emploi (M1), Droit du travail (M1 FOAD et M2).

Actualisation du cours de Droit de la protection sociale de l'Université Numérique Juridique Francophone (UNJF).

2016-2017 : Enseignante contractuelle (96h) à la Faculté de droit de l'Université Paris Descartes

- TD en droit des successions (1 groupe, M1) sous la direction du Pr. Isabelle Dauriac.
- TD en régimes matrimoniaux et du PACS (2 groupes, M1) sous la direction du Pr. I. Dauriac.
- TD en droit de la responsabilité (2 groupes, L2) sous la direction du Pr. Luc Grynbaum.
- TD en droit de la famille (1 groupe, L1) sous la direction du Pr. Anne Debet.

Réalisation de modules d'enseignement à distance pour le Diplôme Universitaire Contentieux médical (destiné aux professionnels de santé) sur « La décision médicale partagée » (2h) et « Les lois de bioéthique » (5h).

2015-2016 : *ATER* (96h) à la Faculté de droit de l'Université Paris Descartes

- TD en droit de la responsabilité (3 groupes, L2) sous la direction du Pr. Luc Grynbaum.
- TD en Principes Fondamentaux du droit (3 groupes, L1) sous la direction du Pr. O. Boskovic.

2014-2015 : *ATER* (96h) à la Faculté de droit de l'Université Paris Descartes

- TD en droit de la famille (6 groupes, L1) sous la direction du Pr. David Noguéro.

2013-2014 : *Mission d'enseignement* (64h) à la Faculté de droit de l'Université Paris Descartes

- TD en droit de la famille (4 groupes, L1) sous la direction du Pr. David Noguéro.

ACTIVITES DE RECHERCHE ET DE VALORISATION

Activités de recherche

Sept. 2016-2017 : *Fellowship* à l'EORTC (Bruxelles) : travail de recherche européen sur « Le droit à l'oubli, comme perspective juridique pour répondre aux problèmes d'assurances rencontrés par les anciens malades du cancer ».

Communications internationales sur le sujet :

- 12 avril 2018 : « Insurability of cancer survivors in France and Belgium », *Patient Support Working Group* de l'*Association of European Cancer Leagues*, Bucarest ;
- 1er mars 2018: « How to increase insurability of cancer survivors in Europe? » *3rd EORTC Cancer survivorship summit*, Bruxelles.

Activités de diffusion et de valorisation de la recherche

Depuis déc. 2013 : Coordinatrice de la rédaction pour le *Journal de Droit de la Santé et de l'Assurance Maladie* (JDSAM).

Janvier-juin 2018 : Rapporteure du séminaire sur « Le design en santé », organisé par la Chaire Santé de Sciences Po en partenariat avec l'ENSCI et animé par Etienne Grass, Constance Guisset et Quentin Lesur.

Sept. 2016-janv. 2017 : Rapporteure du séminaire sur la « Place de l'ostéopathie au sein du système de santé », organisé par la Chaire Santé de Sciences Po et animé par Édouard Couty.

Sept. 2012-mars 2014 : Rapporteure du séminaire sur la « Santé des femmes » (2013) et les « Violences faites aux femmes et la santé » (2014), organisé par le Ministère des Droits des Femmes et la Chaire Santé de Sciences Po et animé par le Dr François Bourdillon :

- Rédaction des actes du séminaire ;
- Organisation du colloque de restitution.

2011-2015 : Participation à la veille juridique bimensuelle en droit de la santé réalisée par l'Institut Droit et Santé). Corédactrice des parties :

- Bioéthique et droits des usagers du système de santé ;
- Produits issus du corps humain, produits de santé et produits alimentaires.

2011-2013 : *Contrat doctoral avec mission complémentaire* :

- d'expertise : traduction en anglais du site de l'ED 262 ;
- de diffusion de l'information scientifique : publication d'articles dans des revues juridiques et dans le domaine de la santé.

PUBLICATIONS

Chapitre d'ouvrages :

- « La loi santé devant le Conseil constitutionnel. À propos de la décision n°2015-727 DC du 21 janvier 2016 », pp. 455-475 in *La loi de modernisation de notre système de santé*, Presses de l'EHESS, 2016.
- avec Édouard COUTY, *La place de l'ostéopathie dans le système de santé : enjeux et perspectives*, Actes de séminaire, Éditions de Santé & Presses de Sciences Po, coll. Séminaires, 2016 (95 p.).
- avec François BOURDILLON, *Violences faites aux femmes et santé*, Actes de séminaire, Éditions de Santé & Presses de Sciences Po, coll. Séminaires, 2014 (128 p.).
- avec François BOURDILLON, *Mieux prendre en compte la santé des femmes*, Actes de séminaire, Éditions de Santé & Presses de Sciences Po, coll. Séminaires, 2013 (152 p.).

Articles :

Articles publiés dans des revues juridiques :

- « Quand le droit conforte la norme sociale relative à la conjugalité hétérosexuelle : les limites à l'accès des femmes aux techniques reproductive », *Journal de droit de la santé et de l'assurance maladie*, 2018, n°19, pp. 29-36.
- « Quand le droit conforte la norme sociale relative au bon âge de la maternité : les limites à l'accès des femmes aux techniques reproductive », *Journal de droit de la santé et de l'assurance maladie*, 2018, n°18, pp. 45-50.
- « La binarité des sexes à l'épreuve de l'intersexuation », *Journal de droit de la santé et de l'assurance maladie*, 2017, n°17, pp. 44-50.
- « La démédicalisation du changement de sexe à l'état civil : une conception renouvelée du sexe et du genre », *Journal de droit de la santé et de l'assurance maladie*, 2017, n°16, pp. 62-69.
- « L'embryon, l'alpha et l'oméga de la recherche », *Journal de droit de la santé et de l'assurance maladie*, 2017, numéro spécial, n°15, pp. 8-14.
- « La gestation pour autrui et les fondements de la parenté : gestation, gènes et intention », *Journal de droit de la santé et de l'assurance maladie*, 2016/2, n°14, pp. 41-49.
- *et al.*, « Projet de réforme de la responsabilité civile et santé. Contribution du groupe de travail de l'Institut Droit et Santé », *Revue de Droit Sanitaire et Social*, 2016, p. 904.
- « Les enjeux spécifiques aux femmes dans la LFSS pour 2016 et la loi santé », *Journal de droit de la santé et de l'assurance maladie*, 2016, n°13, pp. 52-60.
- « Réaffirmation de la prise en charge de l'IVG par l'assurance-maladie obligatoire en Suisse », *Actualités Droits-Libertés*, 6 mars 2014.
- avec Laurie MARGUET, « Pour la fin du modèle pseudo-procréatif en droit français », *Actualités Droits-Libertés*, 6 juin 2014.
- « La loi Taubira et au-delà... », *Journal de droit de la santé et de l'assurance maladie*, 2013/2, pp. 9-19.
- « L'impossible harmonisation : prescription quadriennale et responsabilité de la puissance publique, même médicale », Note sous CE, 13 juil. 2011, n°345756 in *Gazette du Palais*, numéro spécial Droit de la santé, 5 nov. 2011, pp. 22-23.
- « L'harmonisation de la jurisprudence en matière d'infections nosocomiales endogènes », Note sous CE, 10 oct. 2011, n°328500 in *Gazette du Palais*, numéro spécial Droit de la santé, 5 nov. 2011, pp. 29-30.

Articles publiés dans d'autres revues :

- "What do we mean by the right to be forgotten? An analysis of the French case study from a lawyer's perspective", *Journal of Cancer Policy*, 2018.
- avec Laurie MARGUET, « L'égalité des sexes et des sexualités au prisme du droit de la famille », *Mouvements*, 2015/2, n° 82, pp. 49-57.
- « Des inégalités de santé liées au genre en partie fondées sur des stéréotypes de genre en droit de la santé », *Les Tribunes de la santé-Sève*, 2014/3, n° 44, pp. 35-42.

Titulaire de chroniques :

- depuis mai 2014 : « Chronique Politique de santé » dans *Soins Cadres* (revue trimestrielle)
 - n°90, mai 2014 : « Violences faites aux femmes et professionnels de santé » ;
 - n°91, août 2014 : « Les droits du patient dans l'Union européenne » ;
 - n°92, nov. 2014 : « Les difficultés d'accès aux soins des personnes en situation de précarité » ;
 - n°93, déc. 2014 : « LFSS 2015 - Déficit et missions de la Sécurité sociale » ;
 - n°95, sept. 2015 : « Les Agences régionales de santé, 5 ans après » ;
 - n°96, déc. 2015 : « La Loi de Financement de la Sécurité Sociale pour 2016 » ;
 - n°97, avril 2016 : « La Loi de modernisation de notre système de santé » ;
 - n°98, juillet 2016 : « Les groupements hospitaliers de territoire » ;
 - n°100, nov. 2016 : « Le nouveau visage de la santé publique en France » ;
 - n°101, mars 2017 : « Le premier code de déontologie des infirmiers » ;
 - n°102, mai 2017 : « Financement de l'assurance maladie, la grande transformation » ;
 - n°103, août 2017 : « Vers la reconnaissance du syndrome d'épuisement professionnel » ;
 - n°104, oct. 2017 : « Quelle stratégie nationale de santé pour 2017-2021 ? » ;
 - n°105, fév. 2018 : « La Cour des comptes et l'avenir de l'Assurance maladie » ;
 - n°106, mai 2018 : « L'extension de l'obligation vaccinale des enfants ».
- depuis sept. 2011 : « Focus Droit » dans *Les Tribunes de la santé-Sève* (revue trimestrielle) :
 - 2011/3, n° 32 : « Une réforme à minima de la loi HPST » ;
 - 2011/4, n°33 : « La saga juridique du ticket modérateur » ;
 - 2012/1, n°34 : « Les occasions manquées de la loi du 29 décembre 2011 » ;
 - 2012/2, n°35 : « Ambivalence de l'actualisation du code de déontologie » ;
 - 2012/3, n°36 : « AME et droit de timbre, retour au *statu quo ante* » ;
 - 2012/4, n°37 : « LFSS 2013, panorama des choix effectués » ;
 - 2013/1, n°38 : « Lancement raté de la vente en ligne de médicaments » ;
 - 2013/2, n°39 : « PMA et GPA sous les feux de la rampe » ;
 - 2013/3, n°40 : « Autonomisation et assouplissement progressif des recherches sur l'embryon » ;
 - 2013/4, n°41 : « Le régime des soins sans consentement revu et corrigé » ;
 - 2014/1, n°42 : « Affaire Lambert : conflit familial et expertise collégiale » ;
 - 2015/2, n°47 : « Affaire Lambert : épilogue européen » ;
 - 2015/3, n°48 : « L'encadrement de la profession d'ostéopathe » ;
 - 2015/4, n°49 : « Fin programmée de l'exclusion permanente des homosexuels du don du sang » ;
 - 2016/1, n°50 : « Le droit à l'information : des spécifications qui visent une application effective » ;
 - 2016/2, n°51 : « Les groupements hospitaliers de territoire en questions » ;
 - 2016/3, n°52 : « Les -nouvelles- directives anticipées » ;
 - 2016/4, n°53 : « Modernisation de la justice : nouvelles dispositions pour les personnes transgenres » ;
 - 2017/1, n°54 : « Le droit à l'oubli pour les anciens malades du cancer » ;
 - 2017/2, n°55 : « La prise en charge financière des conséquences du *burn out* » ;
 - 2017/3, n°56 : « L'avis du CCNE sur la PMA » ;
 - 2017/4, n°57 : « Validation de l'exclusion temporaire des homosexuels du don du sang ».